

Éditorial

L'OFFICE DU NIGER A LE VENT EN POUPE

Dans un article paru dans *Nouvel Horizon* du 25 avril 2019 à propos de la visite d'une délégation gabonaise à l'Office du Niger, notre confrère Tougouna A. Traoré a écrit : « Désormais l'espoir est plus que jamais permis pour relever le défi au sein de l'Office du Niger. Les délégations se succèdent les unes après les autres sur ce site... ». Quarante-huit heures auparavant, il avait souligné : « L'Office du Niger surmonte les défis, les uns après les autres quand il s'agit de faire de la sécurité alimentaire, une réalité dans notre pays. Dans cette dynamique, la Coopération néerlandaise est prête à mettre 3 milliards de Fcfa dans la cagnotte pour la réalisation du Projet pour la productivité de l'eau (PRODEAU) qui tient à cœur à l'Office du Niger ». Ces phrases m'ont inspiré pour ce 15^{ème} éditorial de notre bulletin mensuel d'information « SENE KUNAFONI » que vous appréciez si j'en juge par les messages de félicitation et d'encouragement que nous recevons après chaque parution et pour lesquels nous vous remercions.

En effet, le constat établi par le jeune confrère Tougouna A. Traoré de *Nouvel Horizon* s'appuie sur des faits étayés qui débouchent sur une conclusion indéniable : l'Office du Niger brille de mille feux en dépit d'un acharnement moutonnier de certains à vouloir ternir son image, au besoin par la basse calomnie.

Oui, l'Office du Niger a le vent en poupe grâce à la volonté inébranlable de sa direction générale, sous les auspices de son Président directeur général, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, d'insuffler une dynamique neuve à l'entreprise. Cela, à travers une relation efficace et dynamique avec les Partenaires techniques et financiers (PTF). Des projets solides et bien structurés leurs sont ainsi soumis afin de révolutionner le secteur agricole en zone Office du Niger tels que l'étude de la fertilité des sols, l'audit du foncier et la réhabilitation du canal de Macina et du Fala de Boky Wèrè qui n'ont pas connu de travaux d'envergure de la création de l'Office du Niger à nos jours, voilà donc 87 ans. Cette réhabilitation est nécessaire pour ne pas dire indispensable pour tout nouvel aménagement dans les zones de production de Ké-Macina et de Kolongo. Mesurant le caractère vital de cette opération sur nombre de projets d'avenir, le PDG de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly a, sur invitation des autorités qatari, effectué une visite de travail à Doha du 19 au 22 mars derniers afin d'obtenir un financement de 26 milliards de Fcfa pour la réhabilitation du canal de Macina et du Fala de Boky Wèrè. Le dossier est en traitement.

Après le Qatar, il s'est rendu, à nouveau sur invitation, à Paris les 4 et 5 avril 2019 pour y participer à un séminaire de haut niveau sur « les enjeux du foncier agricole du Mali ». En marge de cette session, il a eu des séances de travail avec une délégation de la Coopération allemande (KfW).

A son retour de Paris, le PDG a reçu à son bureau de Bamako, le 17 avril 2019, une délégation de l'ambassade des Pays-Bas pour des discussions sur le Projet pour la productivité de l'eau (PRODEAU) d'un montant de 3 milliards de Fcfa. Quarante-huit heures plus tard, le 18 avril 2019, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly a rencontré Mme Marlène Marques Lopes, adjointe au chef du Service économique régional et Cheffe du Pôle Economie et Finances à l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire, venue spécialement à Bamako afin d'évoquer avec lui les opportunités d'investissements en zone Office du Niger.

Le 20 avril 2019, ce fut le tour d'une délégation du Centre gabonais de la Recherche Scientifique et Technologique de venir s'inspirer de l'expérience de l'Office du Niger en matière d'aménagement hydro-agricole.

Et le samedi 4 mai dernier, le ballet des investisseurs s'est poursuivi par la visite d'une délégation du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur à l'Office du Niger où il entend installer un grand projet d'aménagement hydro-agricole au profit de la diaspora malienne (*lire ci-contre*).

Ces nombreux contacts, rencontres et discussions concrètes disent éloquentement deux choses : l'attractivité de l'Office du Niger et la crédibilité de ses dirigeants.

Alassane DIARRA

Campagne agricole 2019/2020 à l'Office du Niger : DES TRAVAUX D'HERCULE POUR CIRCONSCRIRE LES PROBLÈMES D'EAU

Lire en page 2

Diaspora malienne : LE HAUT CONSEIL DES MALIENS DE L'EXTÉRIEUR VA INVESTIR DANS UN GRAND PROJET À L'OFFICE DU NIGER



En sus des aménagements hydroagricoles, le HCME prévoit de réaliser des équipements collectifs

Le 4 mai 2019, une délégation du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur, conduite par Mamadou Camara et comprenant Kalou Sofara et Sadia Dramé, a visité la zone de production de Kolongo à l'Office du Niger. Modibo Diarra, le directeur de zone, a brossé aux visiteurs l'historique de l'Office du Niger.

Un vieil adage de chez nous constate que « quel que soit le temps passé dans l'eau par un tronc d'arbre, il ne deviendra jamais un crocodile ». En l'occurrence un Malien restera toujours un Malien. Nos compatriotes de la diaspora le démontrent en revenant vers la terre de la mère patrie.

Un retour très concret puisque la délégation du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur était en visite de prospection à l'Office du Niger. Les échanges ont porté sur le potentiel, les opportunités, les défis et contraintes de l'Office du Niger, la relation de l'ON avec la diaspora malienne et avec les institutions financières de la

place, les modes de tenure des terres à l'Office du Niger.

Impressionné par les possibilités offertes, le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur par la voix de son chef de mission, Mamadou Camara, s'est engagé à investir dans un grand projet d'aménagement hydroagricole dans la zone de production de Kolongo. Il prévoit aussi de réaliser des équipements collectifs tels centre de santé, école et point d'eau pour les populations qui seront concernées par leur projet.

Après une visite guidée par le chef du Service gestion du foncier et du cadastre, Souleymane Koné, la délégation sous les auspices du Service Communication a préparé et présenté une émission sur les antennes de la radio Office du Niger de Kolongo sur le projet que le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur entend réaliser dans la zone. Cette émission était destinée à informer et sensibiliser les populations sur les tenants et les aboutissants du projet.

Campagne agricole 2019/2020 à l'Office du Niger : DES TRAVAUX D'HERCULE POUR CIRCONSCRIRE LES PROBLÈMES D'EAU

Le 24 avril 2019, le Président directeur général de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, a visité le pont-barrage de Markala ainsi que les zones de production de Niono, N'Débougou et Molodo. Cette visite de terrain était destinée à vérifier le bon déroulement des travaux d'entretien périodique, exercice 2019. En effet, pour circonscrire les problèmes d'eau durant la campagne agricole 2019/2020 en zone Office du Niger, la Direction générale de l'entreprise a engagé de grands travaux d'entretien des canaux d'irrigation.

La zone de production de N'Débougou a ainsi bénéficié de travaux de curage mécanique sur 7 km du canal Gruber Nord (PK8 au PK15). La superficie desservie par le canal concerné est de 19521,28 hectares. Gruber Nord est le seul canal par lequel toutes les superficies de la Zone de N'Débougou (soit 19 521 ha) sont irrigués. Les crises d'eau constatées depuis quelques années dans la Zone de N'Débougou sont dues à l'envasement et à l'enherbement de ce canal. Le phénomène conduit à des dégrèvements annuels de l'ordre de 500 ha dans la Zone.

Les travaux de curage mécanique dans le canal Gruber Nord ont pour but de nettoyer la section d'écoulement du canal afin satisfaire aux besoins d'irrigation dans la Zone et par conséquent, d'éviter les crises d'eau et diminuer significativement les dégrèvements de parcelles.

Les travaux ont été exécutés, courant mars-avril, conformément aux spécifications techniques.

Niono a bénéficié de travaux de déblai-remblai compacté sur le canal Gruber Sud sur une longueur de 5,6 km. La superficie dominée par le canal est de 2029,61 hectares. Gruber Sud est le canal secondaire qui irrigue 2 029 ha dans le casier KL/KO de la Zone de Niono. Il était très envasé et envahi de plantes aquatiques qui rendaient difficile l'irrigation à travers ce canal.

Les travaux de déblai-remblai compacté sur le canal Gruber Sud ont permis de nettoyer la section d'écoulement, d'approfondir et de recharger les digues du canal afin satisfaire aux besoins d'irrigation et de stopper les infiltrations existantes en pied de talus. L'arrêt des infiltrations a aussi amélioré la circulation sur la piste latéritique en contrebas du canal.

Les travaux ont été exécutés, courant mars-avril, conformément aux spécifications techniques.

Moumouni Boiré, un exploitant agricole de la zone de production de Niono, la capitale du riz, témoigne : « il n'y avait pas eu de travaux d'envergure sur ce drain

Les travaux d'entretien périodique pour l'exercice 2019 se déroulent dans les meilleures conditions et touchent « des drains d'irrigation qui n'avaient pas été réhabilités depuis trente ans », témoigne Moumouni Boiré, exploitant agricole dans la zone de production de Niono, la capitale du riz.



Gruber Sud est le canal secondaire qui irrigue 2 029 ha dans le casier KL/KO de la Zone de Niono

depuis une trentaine d'années ».

A Molodo, le réseau primaire a enregistré des travaux de rechargement ponctuels sur les digues du Fala de Molodo sur 57 km. Depuis 2016, les digues du Fala

de Molodo ont été victimes de beaucoup de débordements d'eau et de brèches qui provoquent parfois des inondations dans les villages riverains et perturbent l'irrigation dans quatre Zones de produc-

tion de l'Office du Niger : Niono, Molodo, N'Débougou et Kouroumari. Notons enfin que des travaux identiques ont été réalisés dans toutes les zones de production de l'Office du Niger.

Célébration du 1er Mai à Ségou : L'OFFICE DU NIGER GARDE LE CAP MALGRÉ L'INSÉCURITÉ ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

Ségou, à l'instar des autres régions du Mali, a fêté le 1er Mai dans l'allégresse. Le 1er Mai, pour rappel historique, est une fête internationale qui commémore la conquête par les travailleurs de la journée de travail de 8 heures. Cette lutte a été déclenchée à Chicago en 1886 par les ouvriers et les syndicats.

Selon le secrétaire général de l'UNTM de Ségou, Issa Touré, par ailleurs membre du comité syndical de l'Office du Niger que nous avons interrogé après la cérémonie, « la célébration du 1er mai s'est très bien passée dans la convivialité. Nous avons été honorés par la présence du PDG, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly. Le personnel de l'Office du Niger a défilé avec des banderoles et des produits maraîchers ». Commentant les conditions de travail du personnel de l'Office du Niger, le secrétaire général est formel : « La direction générale de l'Office du Niger fait de son mieux. Nombre de nos revendications sont prises en compte par elle et il existe un cadre de partenariat entre la direction et le syndicat. Malgré l'insécurité, la crise économique avec son corollaire de réduction des bud-



La direction générale de l'Office du Niger fait de son mieux, assure Issa Touré (à droite)

gets dans toutes les entreprises du Mali, l'Office du Niger parvient à assurer des conditions acceptables aux travailleurs. Le syndicat est membre du Conseil d'administration et du Comité de gestion. Bref, nous sommes associés, en quelque sorte, à la gestion de l'entreprise ».

En conclusion, le secrétaire général de l'UNTM de Ségou, Issa Touré, a tenu à féliciter le PDG de l'Office du Niger pour les efforts qu'il déploie afin de maintenir un climat favorable à l'évolution des conditions de vie des travailleurs.

Office du Niger : LA COOPÉRATION NÉERLANDAISE PRÊTE À DÉBOURSER 3 MILLIARDS DE FCFA POUR LA RÉALISATION DU PRODEAU

Le Projet pour la Productivité de l'Eau (PRODEAU) entend améliorer l'efficacité du réseau hydraulique de l'Office du Niger. Après un délai pour finaliser sa rédaction, la signature de la convention est envisagée pour août prochain.

La Représentation de l'Office du Niger à Bamako a servi de cadre, le 18 avril dernier, à une rencontre entre le PDG, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, et une délégation de l'ambassade des Pays-Bas composée du Premier secrétaire et du Conseiller financier. Le Président directeur général de l'Office du Niger était assisté par son directeur de la Gestion de l'Eau et de la Maintenance du Réseau Hydraulique, Bakui Koné.

La rencontre portait sur la suite de la formulation d'un projet sur la productivité de l'eau d'irrigation en zone Office du Niger sur financement de la Coopération néerlandaise. Dénommé « PRODEAU », ce projet a pour objectif d'améliorer l'efficacité du réseau hydraulique en mettant un accent particulier sur la dynamisation des Organisations d'exploitants autour du réseau tertiaire (OERT) et sur l'entretien de ce réseau tertiaire. A l'entame



L'ambassade des Pays-Bas prévoit que le PRODEAU sera mis en œuvre par l'Office du Niger

des échanges, le Premier secrétaire a clarifié la position de l'ambassade des Pays-Bas sur l'ancrage institutionnel

du projet, en précisant que le PRODEAU sera mis en œuvre par l'Office du Niger. Pour cela, et conformément

à ses procédures, l'ambassade va commettre dans un mois un auditeur pour l'audit de la gouvernance et de la gestion financière de l'Office du Niger.

Sur ce sujet, le PDG a remercié l'ambassade pour avoir opté pour un ancrage institutionnel qui « prend en compte les soucis de l'Office du Niger ». Quant à l'audit, il a assuré de la disponibilité de son équipe technique à offrir aux futurs auditeurs un cadre idéal de travail. Déjà, la Coopération néerlandaise a engagé trois consultants pour l'élaboration des documents du projet pour fin avril.

Pour la réalisation de l'ambitieux projet, qui va coûter environ 3 milliards de Fcfa à la Coopération néerlandaise, un délai pour finaliser sa rédaction est prévu jusqu'à fin juillet 2019. La signature de la convention est, elle, envisagée pour le mois d'après, c'est-à-dire août 2019.

Opportunités d'investissements au Mali : LA CHEFFE DU PÔLE ÉCONOMIE ET FINANCES DE L'AMBASSADE DE FRANCE EN CÔTE D'IVOIRE REÇUE PAR LE PDG DE L'OFFICE DU NIGER



L'ambassade de France prépare une visite de l'Association pour le développement des échanges internationaux de produits et techniques agroalimentaires

Le Président directeur général de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, a reçu, à son bureau de Bamako, Mme Marlène Marques Lopes, adjointe au chef du service économique régional et Cheffe du Pôle Economie et Finances à l'ambassade de France en Côte d'Ivoire. Elle était accompagnée de M. Valéry Alves, chef du service économique à l'ambassade de France à Bamako. Le PDG, de son côté, était assisté de M. Bakui Koné, directeur de la Maintenance Hydraulique et de la Gestion de l'Eau et de M. Modibo Sidibé, chef de la représentation à Bamako.

DEFIS MAJEURS-Mme Marlène Marques Lopes était venue étudier le potentiel hydraulique de l'Office du Niger et les opportunités d'investissement. Après une brève présentation de l'Office du Niger, les discussions ont concerné : les potentiels, les opportunités, les défis et contraintes de l'Office du Niger, la relation de l'ON avec la diaspora malienne et avec les institutions financières de la place, les modes de tenure des terres à l'Office du Niger, les conditions de production du coton biologique et les cultures industrielles à l'Office du Niger.

Analysant les défis majeurs, le PDG, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly a évoqué : la nécessité d'élargir le canal du Macina et le fala de Boky Wéré ; les problèmes sécuritaires dans les zones de Macina, Molodo, N'Débougou et du

Kouroumari ; le besoin de conservation et de transformation de produits tels que la pomme de terre, la tomate, l'échalote, l'oignon ...

REVUE ET REQUÊTE POUR LE PADON2-Le Dr Coulibaly a détaillé le Programme d'Appui de l'Office du

Niger (PADON2) financé à hauteur de 15 millions d'euros par l'AFD pour l'aménagement de 1900 hectares dans le casier Retail. Dans le cadre de ce programme, une expérience dite Opération Pilote Retail a été initiée pour octroyer des superficies économiquement viables aux producteurs avec la participation financière des bénéficiaires à l'aménagement du tertiaire contre délivrance à terme de contrats de bail ordinaire.

Le PDG n'a pas manqué d'évoquer la requête adressée par la partie malienne à l'AFD pour le financement additionnel du PADON2 pour les travaux de la tranche conditionnelle et le Plan d'Accompagnement Technico-économique des Transformations Agraires de l'Opération Pilote (PAT-TO).

La partie française a apprécié à sa juste valeur, le potentiel et les opportunités offertes par l'Office du Niger.

Ainsi, l'ambassade prépare une visite de l'Association pour le Développement des Echanges internationaux de Produits et Techniques Agroalimentaires (ADEPTA) au Mali courant juin 2019. Il s'agit d'un groupe d'entreprises françaises spécialisées dans l'agriculture et la transformation agroalimentaire, qui associent leurs savoir-faire pour répondre à des projets agro-industriels.

Les deux parties sont sorties satisfaites de la rencontre et se sont engagées à faire de la zone Office du Niger, un terrain d'intervention des opérateurs et industriels français.

Dans cette perspective, Mme Marlène Marques Lopes a invité le PDG de l'Office du Niger à effectuer une visite de travail à l'ambassade de France en Côte d'Ivoire. Une invitation acceptée avec plaisir.

Source : SCOM/ON

Aménagement hydro-agricole : LE CENTRE GABONAIS DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE S'INTÉRESSE À L'EXPERTISE DE L'OFFICE DU NIGER

Le 20 avril 2019, une délégation du Centre gabonais de la recherche scientifique et technologique, composée du Dr Istana M. Joelle et du Dr Moukoubi Yonnelle, a eu une séance de travail avec le Président directeur général de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly. Les discussions ont porté sur l'expérience du géant de la riziculture en matière d'aménagement hydroagricole.

Après une brillante présentation de l'Office du Niger par le PDG, les visiteurs gabonais se sont rendus à Markala pour une visite guidée du pont-barrage de Markala. Après s'être imprégnés du système de fonctionnement de celui-ci, ils ont visité les champs de culture et se sont entretenus avec quelques groupements d'intérêt économique spécialisés dans la production et le commerce de semences certifiées et de produits agricoles.



La délégation gabonaise a visité le pont-barrage de Markala et des champs de culture

La délégation gabonaise était venue en précurseur à l'Office du Niger, en prélude à la visite, dont la date sera fixée ultérieurement, du ministre gabonais de l'Enseignement Supérieur, de

la Recherche Scientifique et du Transfert des Technologies, M. Moukagni Iwanguou.

Source : SCOM/ON

Réforme, crises et développement : LES EXPERTS PASSENT AU CRIBLE LES ENJEUX DU FONCIER AGRICOLE DU MALI

La mise en œuvre de la loi foncière agricole, la sécurisation foncière dans la zone Office du Niger, l'articulation entre les dynamiques du foncier agro-pastoral et les conflits violents, tels sont les trois enjeux majeurs du foncier rural au Mali qui ont été débattus au cours d'un séminaire organisé les 4 et 5 avril 2019 à Paris. Le PDG de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly, le directeur des Aménagements et de la Gestion Foncière à l'Office du Niger, Hamadoun Sidibé, Boubacar Ba juriste au Centre d'Analyse sur la Gouvernance et la Sécurité au Sahel, ONG Eveil/Walde Pinall, ont participé à cette rencontre de haut niveau. A ceux-ci s'ajoutent : Siaka Dembélé, le président du Conseil régional de Ségou, Ousmane Barke Diallo, le président de l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP) de Mopti et Hamidou Magassa, un expert du foncier.

En donnant l'opportunité à des experts maliens et à des représentants d'organisations paysannes, pastorales et de l'administration de partager et de débattre de leurs analyses et de leurs expériences, ce séminaire visait à contribuer à une meilleure compréhension des trois enjeux majeurs du foncier rural au Mali cités ci-dessus.

De nos jours, la reconnaissance juridique des droits fonciers locaux, la sécurisation des droits des exploitations sur le domaine irrigué, la persistance de la violence dans le centre du pays et la question foncière sont au cœur des enjeux contemporains de développement, de gouvernance et de citoyenneté au Mali. Ces différentes facettes du foncier rural malien interrogent chacune à leur manière l'imbrication des aspects productifs, économiques, politiques, identitaires et territoriaux des rapports fonciers ainsi que la pluralité des institutions socio-foncière locales.

Le premier enjeu - la mise en œuvre de la loi foncière - est le fruit de la mobilisation de la société civile et d'un vaste processus de concertations locales engagé par les autorités maliennes et soutenu techniquement et financièrement par l'AFD. La loi Foncière Agricole adoptée en 2017 prévoit la reconnaissance des droits coutumiers individuels et collectifs et la gestion locale du foncier. Sa mise en œuvre soulève des multiples incertitudes tant financières, qu'institutionnelles et socio-politiques.

Le deuxième enjeu est la sécurisation foncière dans la zone Office du Niger. Pour relancer la production agricole à l'Office du Niger, de nombreux projets d'aménagements hydro-agricoles ont été mis en œuvre. Pour autant, les exploitants familiaux qui exploitent ces terres sont peu sécurisés



L'audit foncier de la zone Office du Niger permet de tirer de nouveaux enseignements et d'ouvrir de nouvelles perspectives sur la question de la sécurisation des droits d'usage sur le foncier irrigué

dans leur accès au foncier. Détenteurs de contrats précaires ou d'accès aux terres via des modes de faire-valoir indirect non reconnus officiellement, certains d'entre eux se retrouvent victimes d'évictions. Réalisé récemment, l'audit foncier de la zone Office du Niger permet de tirer de nouveaux enseignements et d'ouvrir de nouvelles perspectives sur la question de la sécurisation des droits d'usage sur le foncier irrigué.

Le troisième enjeu : l'articulation entre dynamiques du foncier agro-pastoral et conflits violents. Dans le centre du Mali, les groupes djihadistes se sont recomposés et mobilisés autour d'un discours de rupture vis-à-vis de l'Etat et des élites locales, en particulier de leur mode de gestion des ressources pastorales. Le recours aux armes est devenu par endroits un mode d'accès et de contrôle des pâturages et des terres de culture. Il interroge directement l'imbrication des dimensions économiques, politiques, identi-

taires et territoriales du foncier agro-pastoral. Dans ce contexte comment renouer le dialogue aux différents niveaux pour améliorer la gouvernance foncière locale ? Voilà toute la question.

Après l'ouverture du séminaire par Christian Fusillier, chef de la division agricole développement rural et biodiversité ARB/AFD, des thèmes tels que « Etat d'avancement de mise en œuvre de la loi foncière agricole, l'audit foncier dans la zone de l'Office de Niger : enseignement et perspectives, conflits violents et enjeux du foncier agro-pastoral dans le centre du Mali » ont été amplement discutés par les experts.

Le séminaire s'est achevé sur le témoignage de Ousmane Sy, ancien de l'Administration territoriale, spécialiste

reconnu des questions de décentralisation. Il a partagé son expérience pour remettre en perspective les questions foncières analysées tout au long du séminaire avec les enjeux de développement des territoires ruraux, de décentralisation et de construction de l'Etat au Mali.

Source : SCOM/ON

SÈNÈ KUNAFONI

Mensuel de l'Office du Niger

Directeur de Publication :

Dr Mamadou M'Baré Coulibaly

Rédacteur en chef :

Alassane Diarra

Rédacteurs : Moriba Sanogo,

Fanta Djiga, Bamoye Keita,

Moussa N. Coulibaly.

Adresse : 106 - Segou-Mali

Site web : www.on-mali.org

Facebook : facebook.com/office-dunigersegou

Tel : +223 66 64 65 83

+223 76 64 65 83

Email : dmoris21@gmail.com

Assistance technique :

Agence Stratégies